VOIX OUVRIÈRE

ORGANE DE LUTTE OUVRIÈRE, POUR UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE DES SYNDICATS
ET POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIEN

3 DÉCEMBRE 1962 — N° 1

BIMENSUEL — 0,50 NF

ADMINISTRATEURS EN TUTELLE

La semaine prochaine nous sommes appelés, en tant que salariés, à élire les administrateurs des Caisses de Sécurité sociale et d'Allocations Familiales. Ces administrateurs sont censés gérer le budget de la Sécurité Sociale, (il se monte à trois mille milliards d'anciens francs). Les différentes centrales syndicales ouvrières présentent des candidats ainsi que diverses organisations ou associations familiales ou mutualistes. Que la gestion de la Sécurité Sociale soit assurée par les représentants des travailleurs cela paraît peu conforme à la réalité dès qu'on a tant soit peu affaire à cette administration qui est censée nous mettre à l'abri de la maladie, de l'accident de travail, de la vieillesse et nous permettre d'élever nos enfants. On a plutôt l'impression d'avoir affaire à une administration paperassière, toute puissante, irresponsable et qui n'a rien à envier à un quelconque ministère.

En fait, les administrateurs élus par les travailleurs ont bien un droit de regard sur le budget, mais ils n'ont pratiquement aucun pouvoir de décision sur les questions importantes... ou sur les détails qui changent tout.

Au dessus des administrateurs élus, il y a l'autorité du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale dont les rouages correspondants à cette dernière administration sont joliment appelés « organismes de tutelle ». Les « mineurs » non émancipés sont bien entendu les administrateurs élus par les travailleurs. Ainsi, le montant des remboursements, celui des indemnités journalières, les conditions d'ouverture des droits, l'ouverture ou la fermeture d'un simple bureau de renseignements dans une Caisse, le salaire des employés de la Sécurité Sociale, leur nombre, autant de points qui ne sont pas de la compétence des administrateurs. Par exemple, ils gèrent une Caisse mais ne peuvent ni nommer ni remplacer son directeur qui ne dépend que du Ministère.

C'est donc un faible droit de regard que nous avons sur cette fraction si importante de notre salaire qu'est le budget social. D'autant plus d'ailleurs que ces élections n'ont lieu qu'une fois tous les cinq ans. Mais ce faible droit gêne encore la bourgeoisie et l'Etat. Il avait été reconnu après la « libération », à une époque où, face à une classe ouvrière toute puissante, la bourgeoisie française n'était rien. Elle ne pouvait compter pour survivre, elle et ses affaires, que sur la bonne volonté à son égard des syndicats et des partis de la classe ouvrière. C'était l'époque du « produire d'abord ». La bourgeoisie française instaura la Sécurité Sociale et ce simulacre de gestion ouvrière, pour permettre aux syndicats de faire état de conquêtes et de victoires vis-à-vis des travailleurs, et aussi pour « acheter » ces mêmes syndicats. En effet, les bureaucraties syndicales subsistent en grande partie grâce à tous ces postes, les uns, rémunérés, les autres honorifiques et certains les deux à la fois, qu'un certain nombre de lois sociales leur permettent d'offrir à leurs militants au sein de diverses administrations. Mais au fur et à mesure que la bourgeoisie peut se passer de l'appui des bureaucraties syndicales, elle cherche à reprendre ce qu'elle leur avait offert — parcimonieusement — dans un moment de panique. C'est ainsi que les droits des administrateurs, déjà pas bien grands, ont été réduits en mai 1960. Il est probable que le Gouvernement va dans l'avenir tenter de les réduire encore, sinon de les supprimer purement et simplement. Ce n'est pas qu'il craigne tellement les syndicats. C'est surtout qu'à travers ces syndicats qui leur appartiennent les travailleurs peuvent un jour ou l'autre, en écartant les bureaucrates, vouloir exercer un véritable contrôle sur ce poste important de leur propre budget.

Et c'est en fonction de cela qu'il faut juger ces élections. Les travailleurs ne sentent pas, à juste titre, que la Sécurité Sociale leur appartienne et ils n'ont guère envie de procurer des titres à quelques bureaucrates syndicaux. Et l'on pourrait bien s'abstenir de participer à ces élections, d'autant plus que les syndicats nous demandent nos suffrages en nous promettant la lune en échange, bien qu'ils sachent pertinemment que c'est nous tromper que de tenir un tel langage.

Mais dans la période actuelle, l'abstention d'une grande partie de la classe ouvrière, pour aussi justifiée qu'elle soit, ne pourrait être interprétée par le Gouvernement que comme un encouragement à ses attaques contre la Sécurité Sociale. Et c'est avant tout à cela qu'il faut songer.

Or, tant qu'à voter, on peut soit voter blanc pour revendiquer le droit de le faire mais désavouer les gens qui se présentent, soit voter pour les candidats des syndicats ouvriers, et en particulier des syndicats les plus influents, c'est-à-dire ceux sur lesquels nous pouvons avoir le plus de contrôle.

V. O.

Adresser toute correspondance et fonds à

M. Maurice SCHRÆDT

5, Rue du Tir - CORBEIL-ESSONNES (S.-et-O.)

LES TEMPS RECORDS

La plupart d'entre nous font 48 heures par semaine. Certains en font davantage. Mais pour beaucoup, il faut ajouter aux 9 et 10 heures de travail quotidien, deux à trois heures de transport et quelquefois plus. Car le difficile problème du logement a repoussé nombre de travailleurs dans des banlieues très éloignées du lieu de travail. Les heures supplémentaires non payées pour se rendre à son travail et en revenir sont aussi pénibles que les heures passées à l'atelier ou au bureau. Il y a des lois qui interdisent qu'on entasse les animaux au-delà d'une certaine limite dans les trains et les camions. Les travailleurs ne sont pas considérés comme des hommes, même pas comme des animaux. La limite d'entassement dans le métro, c'est quand une vitre éclate sous la poussée de la masse humaine. Augmenter les moyens de transport des ouvriers est le dernier des soucis des gouvernants. Cela coûterait trop cher, cela n'est pas rentable. Les patrons qui nous chahoutent quelques minutes et qui envoient leurs cerbères quand leurs ouvriers s'approchent des pendules un peu avant l'heure, ne s'inquiètent nullement des heures gaspillées en pure perte pour véhiculer leur personnel, puisque ces heures sont prises sur nos loisirs.

Mais s'ils se moquent de la façon dont on nous véhicule chaque jour, ils s'inquiètent vivement de la façon dont on les transportera, eux, dans dix ans.

Des constructeurs anglais et français ont signé des accords pour construire un avion supersonique qui vers 1970 mettra New-York à trois heures de Paris. Là, on ne s'occupe plus de rentabilité. On agit le côté scientifique, le côté technique et l'on obtient des subventions. Le contribuable français paiera 925 millions de nouveaux francs, le contribuable anglais aura certainement les mêmes charges.

Nous sommes pour la technique, pour le progrès, mais au bénéfice de tous. Aujourd'hui le progrès met New-York à trois heures de Paris pour quelques dizaines de businessmen, mais il met Ivry à deux heures de Biliacourt pour le prolo qui sort à six heures du soir. Des transports plus rapides et plus confortables, cela fait partie aussi de nos revendications.

LA TRAITE DES BLANCS

Le trafic sur l'embauche de la main-d'œuvre étrangère n'est pas spécial à Renault. Europe n° 1 racontait dans son émission du 30 novembre au soir, l'histoire de Portugais trimbalés du Portugal en France comme des bestiaux, cadencés dans des gros camions. Ils passaient ainsi la frontière illégalement et trouvaient à s'embaucher, sans contrat de travail, dans des usines limitrophes.

Les Portugais, en général, avaient un travail au Portugal, on leur racontait monts et merveilles sur la vie en France, et ils partaient, emmenant femmes et enfants. Le financement de l'intermédiaire allait de 400 NF à 2.500 NF par personne, suivant le cas.

Arrivés en France sans contrat ni carte de travail ils sont contraints à s'embaucher à des taux horaires avoisinant le SMIG. Pas question de revendiquer évidemment. On imagine également les logements qui leur sont destinés. Ils sont une proie facile pour les hôteliers sans scrupule et les patrons qui auront là un moyen de choix pour faire pression sur les autres ouvriers, c'est-à-dire nous tous.

C'est là, à défaut de bien d'autres, une raison suffisante pour que nous les aidions et les défendions contre les négriers modernes. Ils sont l'image de notre avenir, si nous laissons faire.

PREMIÈRES MESURES SOCIALES

Pendant que les larbins de l'UNR faisaient de grandes déclarations sur leur politique qui allait être « sociale », le gouvernement et de Gaulle ont pris deux mesures qu'ils auront du mal à nous faire passer pour telles.

Tout en laissant à de Gaulle — lui seul en a le pouvoir — le soin de gracier les fascistes Jouhaud et Canal, il porte un coup sérieux au droit de grève avec ses décrets sur les « services de défense » qui enlèvent à la réquisition son caractère exceptionnel. Ces mesures comme par hasard n'ont pas été prises avant les élections !

De Gaulle n'est pas comme voudrait nous le faire croire sa propagande « notre sauveur à tous » mais le sauveur de la bourgeoisie.

SELON QUE VOUS SEREZ...

Le Monde du 29-11-62 nous apprend que deux ouvriers d'un garage, accusés d'avoir causé « par négligence professionnelle » un accident mortel ont été condamnés à 2 mois de prison, l'un avec sursis, l'autre ferme.

Il y a en France chaque année, des milliers d'accidents de travail entraînant la mort de travailleurs, le plus souvent parce que les conditions de travail ne permettent pas d'appliquer les règles les plus élémentaires de sécurité.

Combien a-t-on vu de patrons condamnés à des peines de prison à la suite de cela ?

L'ASSOMMOIR

« Un nom flamboyant comme le soleil » ; sous cette étiquette, la Vie Ouvrière nous vante sur toute une page les produits Ricard :

« Il est bien évident que la réussite de Ricard ne peut être due uniquement au dynamisme de ses administrateurs. A la base de cet édifice, il y a la « qualité Ricard », qualité que l'on se plaît à accorder à tous les produits distribués par la grande firme marseillaise. »

Quelques chiffres :

1932	350.000 Litres,
1962	20.000.000 Litres.

Au siècle dernier, la lutte contre l'alcoolisme était une des principales préoccupations des organisations ouvrières. L'alcool, moyen de se donner du cœur à l'ouvrage, le bistrot où l'on venait pour fuir les logements insalubres étaient les fieux que chaque jour il fallait combattre.

Aujourd'hui l'alcoolisme a beaucoup régressé et il faut s'en réjouir. Un pastis de temps en temps c'est peut-être agréable. Mais de là à vanter les mérites de l'alcool et à se réjouir de l'augmentation de sa consommation, c'est probablement la nouvelle forme d'éducation que nous proposent les syndicats au temps où l'on ne peut faire une reprise des cartes sans l'arroser d'un vin d'honneur (parce que le Ricard c'est quand même trop cher pour la caisse du syndicat).

Camarade ! Ce journal est le tien. Il ne vivra que de ton soutien... FAIS - LE CIRCULER ! DIFFUSE - LE !...

FAIRE PAYER LES BANQUIERS

(Extrait de V.O. Crédit Lyonnais)

Le mercredi 5 décembre, à l'appel des syndicats CGT, CFTC, nous serons tous dans l'action. A 17 h., nous quitterons nos bureaux pour manifester dans la rue.

Les banquiers se sont assez moqués de nous. Résultat de la paritaire du 21 novembre : NEANT. Le débrayage de mercredi ne sera qu'une étape vers l'action générale, mais nous devons tous y participer.

Il ne s'agit plus maintenant de se battre séparément pour arracher ci et là, un coefficient supérieur. Nous en avons assez de nos bas salaires. Ce que nous voulons ? Une augmentation importante pour tous, nos quarante heures !

Il y aura une nouvelle paritaire le 6 décembre. Nous n'en attendons rien, sinon quelques miettes favorisant seulement une partie d'entre nous. Nous sommes prêts à lutter pour beaucoup plus, et ça les banquiers le savent. Les 2.000 grévistes du 15 novembre leur ont montré que nous pouvions faire autre chose que des mouvements catégoriels qu'ils peuvent faire cesser plus facilement à l'aide d'une prime ou de points personnels. Les banquiers ont peur que le mouvement s'étende. Ils ont essayé en intimidant les syndicats de faire cesser notre lutte. Deux de nos délégués ont reçu un avertissement écrit, provoquant immédiatement la réaction d'un certain nombre de sectateurs, qui ont débrayé et ont manifesté leur colère.

La Direction a fait également savoir aux syndicats qu'elle envisageait de réduire le nombre d'heures de délégués et d'empêcher la circulation du personnel dans l'établissement pendant les heures de travail.

Ces paroles sont une grave atteinte aux libertés syndicales et aux droits de grève.

Le droit de s'organiser dans les syndicats et le droit de grève ont été le fruit de la lutte de toute la classe ouvrière, et en aucun cas, nous ne devons laisser nos patrons les remettre en cause.

C'est donc aussi pour préserver nos libertés syndicales, payées avec le sang des ouvriers, que nous serons tous dans la grève, le 5 décembre.

La lutte devient serrée ; l'amplifier est la seule façon de répondre aux banquiers. Mais, nous devons savoir que si nous voulons satisfaction il faudra autre chose que deux heures de débrayage, il faudra savoir aller jusqu'au bout. Si notre mouvement ne se généralise pas, notre action sera brisée et pour combien de temps ?

DU PAIN ET DU PLOMB

Le 23-10-61, une grève des ouvriers agricole éclate au Lamentin à 12 km. de Fort-de-France, à la Martinique. La police ouvre le feu sur les grévistes : 3 morts, 21 blessés. Le lendemain, le maire communiste prononce un discours devant les cercueils des victimes, c'est un pamphlet contre les « assassins en uniforme ».

Pour s'être incliné devant les victimes, pour avoir flétri les bourreaux : 3 mois de prison avec sursis, 5.000 NF d'amende. L'affaire est venue en appel à... Bordeaux le 8-11-62, la Cour rendra son arrêt le 19-12-62.

RÉGIE RENAULT (Billancourt)

UN ALIGNEMENT NECESSAIRE

En 1952, M. Lefaucheur a inauguré sa politique d'augmentation des salaires par 1 %. Le bulletin officiel des salaires et des prix publie chaque mois les indices des salaires moyens. Si on fait une comparaison entre les salaires payés chez Renault et la moyenne des salaires des industries mécaniques de la région parisienne en prenant une base 100 au 1^{er} janvier 1952, on constate l'évolution suivante :

Jusqu'à septembre 1955, les augmentations à la RNUR sont supérieures aux augmentations générales des industries mécaniques. En septembre 1955, l'indice RNUR est à 129,23, l'indice général à 125,21. Puis viennent les accords. En octobre 1955, l'indice général est à 128,36, l'indice RNUR à 129,23. L'écart a baissé et à partir de novembre 1955, l'indice général dépasse l'indice RNUR (130,37 pour 129,28).

Depuis, l'écart n'a fait que s'accroître. En mai 1958, au moment de la venue de Gaulle au pouvoir, l'indice général était supérieur d'un peu plus de 5 % à l'indice Renault (164,52 pour 156,08). Aux derniers indices connus de septembre 1962, l'indice général est à 227,34, celui de la RNUR à 202,04 soit environ 12,5 % de différence. Ainsi l'on peut voir que la conclusion des accords de 1955 n'a pas été favorable sur le plan des salaires dans son application à notre entreprise. Avec l'arrivée du gaullisme, l'entreprise d'Etat qu'est la Régie a encore accentué le rôle de frein à la politique des salaires.

Dix ans après l'inauguration par M. Lefaucheur de sa politique des 1 %, la direction doit, lors du renouvellement de l'accord, commencer par aligner nos salaires sur les indices officiels c'est-à-dire nous accorder 12,5 % d'augmentation. Cela ne résoudrait pas le problème et ne compenserait pas ce que nous avons perdu en dix ans, mais ce serait une manière de stopper la marche des écarts. Si l'on se rappelle que la Régie Renault n'a pas vu de grands mouvements revendicatifs depuis 1951, on comprend mieux la raison de ce régulier recul.

LE BEL AGE

Dans certain secteur de l'usine, des agents de maîtrise se sont vu proposer la retraite anticipée. Les propositions qui leur furent faites ne leur convenaient pas, ils ont décidé de rester. Peu de temps après, on leur a adjoint des jeunes qui rapidement ont pris les affaires en main. Leur rôle devenait inutile. Puis un jour, leur bureau disparut. Pour l'instant, il paraît qu'ils touchent encore leur paye. Mais il faut admettre que le procédé manque d'élégance. La retraite à 60 ans, d'accord, mais à condition qu'elle ne soit pas amputée.

En tout cas, les agents de maîtrise dont les cheveux commencent à blanchir savent à quoi s'en tenir. A eux de comprendre que leur rôle est d'être du côté des ouvriers pour exiger la retraite à 60 ans pour tous.

CROISIERE DE FIN D'ANNEE EN « ANATOLIE »

Il paraît que cette année, les augmentations ne sont plus laissées au « libre choix » des chefs. C'est « Anatolie » qui décide des « augmentables ».

Si depuis l'année dernière, vous avez eu une augmentation à un titre quelconque, inutile d'espérer. Si vous n'avez rien eu, n'espérez pas trop, car « augmentable » ne veut pas dire « augmenté ».

Sans doute s'est-on aperçu en haut-lieu, qu'à force d'être trop « au choix » ces augmentations risquaient de ne plus jouer leur rôle. Si elle allaient toujours aux mêmes (chacun sait les qualités qu'il faut posséder pour avoir droit, et combien elles sont difficiles à acquérir quand elles ne sont pas innées), les autres, c'est-à-dire la majorité, pouvaient cesser d'y croire.

Et cela, c'est dangereux. Car, alors, ils chercheraient peut-être un moyen plus efficace d'améliorer leur sort que l'excès de zèle saisonnier...

LA PRIME LA PLUS LONGUE

Il paraît que la prime de décembre nous sera payée le 21 au lieu du 15 comme prévu. La direction a vraiment du mal à se séparer du fric qu'elle nous doit ! Non contente de nous verser sous forme de prime une partie de notre salaire, elle se réserve le droit de l'octroyer quand bon lui semble. En acceptant le système des primes, nous avons accepté de laisser à la direction la disposition d'une somme considérable dont elle se sert non seulement pour ses profits, mais encore, et c'est plus grave, pour faire pression sur les travailleurs. Depuis que le système des primes est entré en vigueur à la Régie, il n'y a eu aucune lutte d'envergure aucune victoire conséquente. La prime est une mesure anti-grève destinée à briser tout mouvement sérieux, car aux heures perdues pour fait de grève s'ajoute désormais l'amputation de la prime de 20 % et plus. Et maintenant, en retardant le paiement de la prime, la direction s'assure notre « docilité » en cette période où la question de récupération par avance des ponts de Noël et du Jour de l'An provoque de sérieux mécontentements.

(Extraits des V.O. R.N.U.R.)

RETRAITE

L'abaissement de l'âge de la retraite fait toujours partie de nos revendications. Elle fait également partie du décorum un peu comme la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » sur le fronton des prisons.

Dans les luttes que nous allons bien être obligés de mener si nous ne voulons pas être écrasés avec la belle Assemblée que nous savons, il serait bon de placer cette revendication en bonne place.

La retraite à 65 ans est une escroquerie quand on sait que les calculs de probabilités des Compagnies d'Assurance-Vie situent l'âge de la mort à peu près à 65 ans.

Un de nos camarades veut encore de nous quitter à 60 ans. Il aura travaillé dur toute sa vie sans profiter du repos auquel il avait droit. Sans compter que la Direction de la Régie exige à 60 ans le même travail qu'à 30, et lorsqu'elle nous considère comme pas assez productifs elle essaie d'imposer la retraite au rabais à 60 ans.

L'abaissement de l'âge de la retraite est une revendication importante qu'il nous faudra bien imposer. Nous nous le devons à nous-mêmes et à nos vieux camarades.

(Extrait de « V.O. » du Dt 37, n° 141.)

INITIATIVE A SENS UNIQUE

Depuis deux ans, la direction veut faire disparaître le laboratoire. Cela ne se fait pas brusquement, mais en douceur. A chaque empiètement nous acceptons. La section électroniciens a été dissoute, et les électroniciens reclassés dans l'usine. Mais que vont devenir les autres ? Personne ne le sait.

Si par notre travail, par nos initiatives, nous produisons les richesses de cette société, en ce qui concerne notre propre sort, nous nous voyons à la merci de ceux qui ne produisent rien. Et cela sera tant que le fruit du travail de la majorité sera la propriété d'une minorité de capitalistes, tant que nous n'aurons pas l'audace de contester et la force de détruire les Droits du Capital.

(Extrait de « V.O. » Bureaux 136.)

C'EST OUI ... OU C'EST NON

Certains se sont étonnés que le débrayage du 20 novembre, au Département 70, n'ait pas rallié plus de travailleurs.

De quoi s'agissait-il ? de protester contre la récupération des ponts de fin d'année.

La grève pour ce genre de revendication est inefficace. Ou nous pouvons en nous concertant, décider de ne pas venir les jours de récupération, ou bien nous venons récupérer comme nous le demande la direction.

S'il y a une grève à faire, c'est le jour de récupération en restant chez soi.

Les débrayages comme ceux du 20 novembre ne font qu'user inutilement l'arme de la grève. C'est pourquoi la plupart d'entre nous s'y refusent.

DES MENAGEMENTS !

Le Département 18 doit déménager. Les bruits les plus divers circulent sur ce déménagement ; les lieux, les dates auxquels se feront ces transferts, tout cela reste des bruits.

La direction refuse de préciser aux délégués les conditions de ce déménagement sous prétexte que cela ne nous regarde pas. Eh bien si, cela nous regarde et au plus haut point.

Si la direction envisage d'envoyer certains d'entre nous à Cléon, d'autres à la SAVIEM et ne serait-ce que dans l'île Seguin (c'est-à-dire 20 minutes à pied pour aller au métro) cela ne nous arrange pas du tout.

HISTOIRE DE PONTS

La Normale devra récupérer les ponts de fin d'année durant deux samedis. Mais les équipes 2 x 8 (égale deux fois 9 h. 1/2) devront récupérer à l'avance durant plusieurs samedis, jusqu'à l'année prochaine. Or, la récupération par avance est interdite par la loi, et il y a fort à parier que la direction paiera ces heures là en heures supplémentaires. Il est même probable que le retard mis au paiement de la prime n'est pas étranger à ce problème, la Régie essayant ainsi de faire pression sur ceux d'entre nous qui ne voudraient pas récupérer à l'avance.

La direction estime qu'il n'est pas rentable pour elle de remettre en route l'usine pour une seule journée. C'est son affaire. Mais nous nous n'avons pas à en faire les frais. Si pour une journée supplémentaire de congés, nous devons récupérer plusieurs samedis de suite, combien d'heures nous coûtera la fameuse quatrième semaine de vacances dont on parle tant à la rentrée dernière ?

La récupération des ponts de fin d'année nous en donne un avant-goût plutôt amer...

(Extraits de V.O. Dt 18, n° 66.)

LES CADENCES... C'EST L'ACCIDENT

Samedi dernier (1er décembre), un ouvrier travaillant aux planchers — Dt 12/92 — a été blessé au bras. Il y a trois semaines, au même département, un ouvrier a été mutilé à la main sur une machine qui fabrique les portes. Nous ne savons pas si ces machines étaient munies de leur dispositif de sécurité en bon état. Ce qui est certain, c'est que les cadences sont fortes et ont toujours tendance à augmenter. Le maigre salaire que nous gagnons pour un dur travail mérite-t-il que nous y laissions encore nos doigts et nos mains, qui sont notre seule richesse ?

EXCES DE VITESSE

Faisant partie de notre décor familial, les Fenwick sillonnent les ateliers dans tous les sens à des allures de championnat. Car, eux aussi, sont soumis aux cadences et doivent rouler un nombre de pièces imposées.

Par dessus le marché, si un contrôleur ou quelque autre cadre de la maîtrise débouche dans une allée devant un de ces wagons qui l'évite de justesse, c'est encore l'ouvrier qui se fait engueuler... pour excès de vitesse. Si vous voulez éviter les excès de vitesse limitez les cadences !

DU DEVOUEMENT

Emu devant la perspective de nous voir bientôt marcher nus-pieds, M. Avril est venu faire une enquête parmi les ouvriers : combien de temps dure une paire de chaussures ? Cela dépend du travail plus ou moins sale que nous faisons, de ce que nous piétons dans une couche plus ou moins épaisse d'huile et de produits nocifs. M. Avril, très économe des gros sous de la Direction (il l'a ouvertement dit) est inquiet de l'usure rapide des chaussures de protection ! Louable souci pour un responsable à la sécurité. Que n'est-il pas aussi zélé quand il s'agit de protéger notre santé et même notre vie : les exemples de carence seraient trop nombreux à citer...

(Extraits de V.O. Dts Entretien, n° 34.)

CHAUSSON (Gennevilliers)

REPARTIR DU BON PIED

Les débrayages tournants qui duraient depuis plusieurs semaines ont officiellement cessé. En effet, lors d'une assemblée tenue jeudi 28 novembre le représentant de la C.G.T. déclarait que les mouvements actuels ne rassemblant qu'une minorité de travailleurs, et que la pression des chefs n'ayant jamais été si forte, la C.G.T. ne pouvait prendre la responsabilité de continuer la lutte dans ces conditions. Pourquoi a-t-il fallu plusieurs semaines et pour certains plusieurs années (les 300 et quelques débrayages de 1958) pour aboutir à la conclusion que les grèves tournantes étaient inefficaces. La majorité des travailleurs de l'usine l'avait compris depuis longtemps et on ne peut reprocher à personne de refuser de perdre une partie de son salaire dans des mouvements qui n'aboutissent à rien.

Chacun sait que pour faire céder Chausson il faut frapper fort, très fort, à l'endroit sensible : la caisse. Or ce n'est pas parce qu'une équipe s'arrête une demi-heure qu'il sort moins de carrosseries à la fin de la journée, et quand quelquefois cela arrive rien n'empêche la Direction de nous faire travailler le samedi comme elle l'a fait le samedi 17 novembre, et de trouver un minimum de prolétaires pour le faire.

Quant à la pression d'une partie de la maîtrise, puisque le patron paye justement cette chiourme pour nous faire travailler à tout prix : pas surprenant non plus que cette pression soit si forte. Il est facile pour un chef de nous faire « marcher » quand nous ne sommes que quelques-uns en grève, alors que le reste de l'usine continue de tourner, et alors surtout que chacun sait aussi que la production, la plupart du temps, SORTIRA QUAND MEME. Cette pression des chefs sera d'autant plus faible que la nôtre sera forte. Quand toute l'usine sera débrayée, même si la maîtrise se montre « méchante », il lui sera difficile de courir dans tous les sens pour remettre chacun au travail, surtout s'ils savent que nous sommes décidés à aller jusqu'au bout.

La faillite des grèves tournantes ne doit pas interrompre notre lutte. Ces dernières semaines nous avons manifesté notre mécontentement devant la dégradation continue de nos conditions de vie, maintenant nous devons, si nous voulons un tant soit peu améliorer notre sort, engager le combat dans de meilleures conditions. Il faut que notre pression soit supérieure à celle de la Direction et de sa maîtrise. Et elle le sera si nous débrayons tous ensemble jusqu'à ce qu'elle cède.

Certains disent que cela n'est pas possible. C'est possible, à condition que l'enjeu en vaille la chandelle, à condition que l'enjeu ne soit plus les 3 ou 4 % traditionnels, mais une revendication qui s'impose à tous, aussi bien à nous, travailleurs de chez Chausson qu'à ceux de Renault ou de Saint-Nazaire :

100 francs de l'heure
ou 20.000 francs par mois.
(Extrait de V.O. Chausson n° 130)

GENEVE (Ivry)

AUGMENTATION DE SALAIRE

Les peintres de l'usine ont commencé vendredi dernier un mouvement pour la revalorisation de la prime d'insalubrité. Alors que cette prime est de 40 NF dans l'ensemble de la région parisienne chez nous elle n'est que de 16 AF.

Bien sûr la notion de prime d'insalubrité — c'est-à-dire le droit pour le patron d'acheter notre santé pour la sacrifier à ses profits — est révoltante. Qu'elle sera l'utilité de cette prime quand nous irons en sanatorium ? Ou si les conditions de travail abrègent largement notre vie ? Dans ce cas ce que nous devrions exiger ce n'est pas une prime, mais que la direction s'arrange pour supprimer l'insalubrité.

LA GREVE DES MAGASINIERS

Depuis plus d'une semaine, nos camarades magasiniers ont engagé une série de mouvements revendicatifs pour une augmentation de salaire. Ils demandent à être payés au même prix que les O.S. qui travaillent à la presse dans les ateliers, ce qui est absolument justifié. Pour un travail aussi épuisant, ces camarades gagnent, en effet, 280 AF de l'heure au lieu de 310 AF. C'est donc 30 AF de plus qu'ils demandent.

Jusqu'à présent, la direction fait la sourde oreille et le mouvement engagé :

une heure de grève par jour, une demi-journée le jour suivant ne semble pas ébranler sérieusement les positions du patron. Les syndicats se montrent visiblement incapables de mener sérieusement la lutte et on a vu quelques camarades, écorchés, déchirer leur carte de la C.G.T.

Cette forme de grève, nous l'avons dit et nous le répétons, ne fait qu'émousser notre combativité.

Nous avons tous des revendications d'augmentation de salaire. Se battre les uns après les autres ne peut que réjouir le patron.

(Extrait de V.O. Genève n° 37)

PAS SI AVEUGLE QUE ÇA

Canal et Jouhaud ont été graciés. Par contre, des centaines d'Algériens ont été condamnés à mort. Puisque la bourgeoisie aime à symboliser sa justice par une balance et une épée, il serait plus juste de représenter la balance penchant du côté droit et l'épée frappant du côté gauche.

SAVIEM (Saint-Ouen)

L'AURA... L'AURA PAS ?

Comme tous les ans à la même époque, on en parle et reparle de cette prime ; cette prime de fin d'année que la direction pourrait nous octroyer comme elle l'a déjà fait quelquefois mais qui, plus souvent, a oublié de le faire.

Nous avons déjà dit que lorsque la direction effectue « un versement exceptionnel » (appelé ainsi afin que cela ne devienne pas un avantage acquis), elle ne fait que nous rendre une partie de ce qu'elle nous doit et que, de ce fait, ce n'est nullement un supplément de salaire, comme elle voudrait nous le faire croire.

Ainsi, la partie de notre salaire qui vient d'être amputée, parce que nous avons débrayé (prime dite d'assiduité) constitue des fonds importants qui serviront éventuellement à un versement exceptionnel. Ce serait faire justice de nous le rendre puisque cela nous appartient. Mieux encore, le plus simple serait qu'initialement il n'y ait pas de retenue sur notre salaire.

POUR QUE VIVENT LES SOVIETS

Russie — Novembre 1917 — Les ouvriers et les paysans en armes prennent le pouvoir. Ils renversent en quelques jours des siècles d'oppression. Ils balaient tout sur leur passage. Les bourgeois du monde entier sentent leur dernière heure venue et se liguent tous contre le pouvoir des Conseils d'ouvriers, de soldats, de paysans. Si la Révolution russe de 1917 est chère au cœur de tous les travailleurs conscients, c'est qu'elle représentait l'espoir de tous les opprimés du globe. Ceux qui ont fait cette révolution appelaient les prolétaires de tous les pays à se joindre à eux pour que la Révolution vive. Sans le parti bolchevik, sans ses hommes, la Révolution n'aurait pu triompher. Leur expérience nous est précieuse. Le chemin du socialisme, de la République universelle, du Communisme passe par les jalons jetés par les travailleurs russes et les bolcheviks. Et ce ne sont pas les théories de la coexistence pacifique et autres, des négats modernes qui y changeront quelque chose.

Pour que vivent les Soviets, il nous faudra, ouvriers de tous les pays reprendre le flambeau de la Révolution prolétarienne universelle.

CITROEN

(Région Parisienne)

DU NATIONAL-SYNDICALISME

Des affiches intitulées la « Révolution Syndicaliste », organe du Parti National Syndicaliste Français, avec la devise « Travail, Patrie, Justice » ont été apposées sur les murs de la rue Balard. Le National-Syndicalisme n'est d'ailleurs pas une chose nouvelle, c'est l'idéologie dont se réclame Franco, le bourreau du peuple espagnol, et cela suffit pour nous montrer à quel sort ces gens-là nous destinent.

Les intérêts de la classe ouvrière n'ont rien à voir avec cet organisme et ce qu'il propose. A côté d'une vague démagogie sociale, l'emblème où figurent un bouclier et une épée, les louanges à l'armée, devraient montrer clairement qu'il s'agit d'une prose typiquement fasciste.

Mais hélas, si des camarades, trop nombreux encore, peuvent s'y tromper, c'est que les organisations ouvrières ont trop souvent crié au fascisme sans raison, et qu'à cause de cela, pour beaucoup de travailleurs, ce mot ne veut pas dire grand-chose. Pourtant le fascisme existe, souvenons-nous en, c'est la trique au service du patron.

Mais il est vrai qu'à trop crier au loup...

PAS D'HYPOCRISIE !

LE TRANSFERT

DE LA MAIN D'ŒUVRE

C'EST LA DEPORTATION !

Le transfert de main d'œuvre est une opération vieille comme le monde. Sans remonter aux pharaons qui l'ont pratiquée largement pour bâtir les pyramides, nous en trouvons un exemple plus proche de nous dans la traite des nègres. Cette opération est condamnée par les historiens et les moralistes sous le nom de déportation de populations. Il faut cependant reconnaître aux « transféreurs » de jadis, à défaut d'autres qualités, une grande franchise. Ils ne s'intéressaient nullement à leurs victimes, ne s'en cachèrent pas et ne dépendaient pas de salive inutile à essayer de se justifier. Aujourd'hui il n'en est plus de même. On voit facilement voisiner dans deux colonnes du même journal un article sur les nécessaires transferts de main d'œuvre et un autre sur la défense de la dignité de la personne humaine. C'est que le terme hypocrite de transfert de main d'œuvre a une allure technique qui trompe les gens assez naïfs pour ne pas penser que la main d'œuvre ce sont des hommes et qu'on fait bon marché de leur dignité. Nos planificateurs transforment aisément des capitaux plus difficilement du matériel. Pour la main d'œuvre, pas de problèmes sérieux : la faim remplace la trique d'autrefois et ces messieurs l'utilisent avec la plus parfaite tranquillité d'esprit. Chaque jour apporte ainsi à la maison Citroën son contingent d'ouvriers disponibles pour les chaînes de montage. Ils viennent de Bretagne ou d'Auvergne, de Calabre ou de Sicile, pays sillonnés par de véritables commandos modernes comprenant, médecins, assistants sociaux, représentants du ministère du travail, etc... Vous voyez donc que cette « chasse à l'homme n'a rien de commun avec celle que partageaient les négriers des temps jadis. On a quand même beaucoup évolué depuis... surtout en technique.

(Extraits de V.O. Citroën, région parisienne)

PEUGEOT

(Sochaux)

ATTENTION !

RALENTIR TRAVAUX

C'est officiel, nous apprenons que des discussions sur le problème des cadences vont s'ouvrir

VOIX OUVRIÈRE

entre les syndicats CFTC, CGT d'une part, et la Direction d'autre part.

La CFTC avait supplié pendant six mois la CGT pour que cette dernière soit également partie prenante dans l'affaire, tant sur le plan des responsabilités à assumer que sur celui des échecs à subir. Au cas où les travailleurs seraient perdants, il sera facile à la CFTC de rejeter la faute sur la C.G.T. : ce ne serait certes pas la première fois.

Que peuvent nous apporter de telles discussions ? Un petit retour en arrière ne manque pas d'être édifiant.

Le 3 juin 1960 a paru une note dont beaucoup de travailleurs n'ont jamais entendu parler. Cette note autorise la Direction (signature des syndicats à l'appui) à augmenter la vitesse des chaînes de 10 % au maximum afin de récupérer les arrêts en cas de panne.

Mais une petite phrase d'une dizaine de mots... inoffensive... et entre parenthèses... passée inaperçue à l'époque par les syndicats, permet à la Direction d'interpréter les arrêts volontaires de travail comme arrêts techniques.

Unique ! on fait grève et on récupère. Stupéfiant !!! les voitures perdues dans une tournée peuvent également être récupérées par la tournée suivante. Ça c'est de la division du travail : une équipe fait grève, l'autre récupère.

Des discussions sans action ne peuvent mener à rien de bon. Nos délégués vont-ils discuter avec la Direction, des techniques bonnes ou mauvaises du chronométrage ? Nous les savons : le patron ne reculera que devant notre pression et notre action.

CREDITS AU CHOIX

Les crédits au choix, alloués à chaque service pour l'augmentation des professionnels sont mal distribués. La répartition se fait à la tête du client. Ce sont toujours les mêmes qui ont les faveurs des chefs. Un ouvrier qui a des idées politiques ou syndicales autres que celles du chef de service, reste avec un taux des plus bas. Que ces chefs s'imaginent bien qu'ils sont repérés et qu'un jour les valets et les sbires du capital seront jugés. Il est inadmissible qu'il y ait des écarts de salaires pour des travaux égaux, mais cela est encore plus intolérable dans une même équipe. Le léger avantage dont bénéficient certains, n'est donné que dans l'intention de maintenir une division entre nous et d'acheter la docilité des camarades un peu plus rétribués. Ceux-ci sont traités comme des écoliers auxquels on donne des « bons points » lorsqu'ils sont sages. Il y a trois catégories de professionnels. Tous les ouvriers d'une même catégorie doivent être payés au même taux, sur la base du taux le plus élevé.

(Extraits de V.O., Peugeot n° 8)

MICHELIN

(Clermont-Ferrand)

SUR LE PONT

Pour ne pas remettre en route l'usine pour une journée, car elle estime que cela n'est pas rentable pour elle, la Direction Michelin a décidé d'accorder le pont pour Noël.

Il n'est pas question pour elle de perdre une journée de production ; seulement voilà il n'y a que 24 heures dans une journée, et pour nous faire récupérer, il ne reste que le dimanche. Les syndicats ne sont pas d'accord, mais Michelin fera ce qui l'arrange. Pour beaucoup, 4 jours de liberté c'est appréciable, même s'il faut récupérer un dimanche et cela, la Direction le sait.

Les ponts payés, ce ne serait que l'application de la loi de 40 heures trois ou quatre semaines par an. Tant que nous ne serons pas revenus aux 40 heures ce serait une mince compensation, mais qui aurait au moins l'avantage de nous réhabituer à la semaine de 40 heures.

DEUX PARTS...

DEUX MESURES

Pour mettre sa « conscience » à l'abri, Michelin ne veut pas que l'équipe de nuit travaille la nuit du 24 décembre. C'est beau d'y croire. Mais l'hypocrisie ne tient plus pour la nouvelle année. La nuit du 31 décembre, l'équipe de nuit travaillera comme les autres équipes.

Pour la direction un pont c'est beaucoup, et il ne faudra pas commencer l'année en prenant de mauvaises habitudes.

(extraits de V.O. Michelin n° 72)

BERLIET

(Venissieux)

LA VALEUR

N'ATTEND PAS...

Les jeunes (mêmes ceux qui ont suivi les cours de l'Ecole Berliet) à l'embauche sont souvent obligés de travailler dans des métiers différents du leur et à qualification inférieure.

Sur la feuille d'embauche, le chef nous déclare : « Ce n'est pas la peine de remplir la rubrique profession ».

Cela permet à Berliet de donner, pendant un certain temps, des salaires inférieurs.

A quoi bon l'apprentissage ? (extrait de V.O. Berliet n° 25)

A L'AMERICAINE

« Une violente fusillade ponctuée d'explosions de charges de dynamite a éclaté lundi à Mohawk, en Virginie Occidentale alors qu'une soixantaine de mineurs arrivaient à la houillère de Crook Coal Co afin de mettre en place des piquets de grève. »

D'après des informations du Monde, ce sont les flics de la Direction qui ont entamé la fusillade (Le Monde 30-11-1962), les grévistes ont d'ailleurs décidé de revenir en force le lendemain.

Est-ce une image du capitalisme de demain ?

CABLES DE LYON

(Lyon)

SECURITE, SECURITE !

Deux ouvrières viennent de se voir signifier leurs congés (non payés) pour le début de décembre. Leur seul tort est d'avoir été embauchées sous contrat temporaire renouvelable dans des délais divers laissés à l'arbitraire patronal. Un même sort attend un certain nombre d'autres camarades. Remarquons d'abord que ces deux ouvrières étaient sous contrat depuis plus d'un an alors que l'embauche se poursuit actuellement dans la maison. Ce n'est donc même pas le manque de travail qui peut expliquer leur renvoi, mais plutôt le manque de compétence de la direction de l'embauche qui ne sait pas utiliser rationnellement son personnel.

Le véritable problème d'ailleurs résulte de l'existence même de l'embauche sous contrat temporaire. Le salarié devrait être automatiquement titularisé dès la période d'essai terminée. Nous avons tous, hélas, besoin de travailler pour vivre (plutôt mal). Au moins que notre maintien dans l'entreprise soit garanti. Voilà enfin un point que nous ne devons pas oublier dans nos revendications : suppression de l'embauche sous contrat limité, garantie de l'emploi pour tous.

(extrait de V.O. Câbles n° 56)

FERMETURE ECLAIR

(Petit-Quevilly)

VITE ET BIEN...

C'EST PAS FACILE

La semaine passée a vu naître un conflit opposant nos camarades vérifieuses à la Direction.

Il y a déjà bon nombre d'années, un système de pénalisation était institué pour ce service. Chaque vérifieuse risquait depuis de se voir mise à l'amende (déduite sur une soi-disant prime de qualité, ou surprime...) pour tous les défauts à partir du sixième dans la même quinzaine.

Jusqu'alors très peu de ces camarades, et cela malgré les impossibles cadences qui étaient imposées dans des conditions de travail laissant beaucoup à désirer.

Seulement depuis quelque temps les cadences ont presque doublé et les conditions de travail sont loin de s'être améliorées. La réorganisation (savante) du bâtiment 7 a fait que nos camarades de la vérification tournent maintenant le dos au jour et que le bruit infernal des machines automatiques est plus près de leurs oreilles.

Et cette même Direction qui ferme volontiers les yeux sur la détérioration de nos conditions de travail voudrait une production non seulement double mais de qualité supérieure. Les vérifieuses en refusant de reconnaître les défauts qui leur sont reprochés ont eu une bonne réaction. Elles ont aussi raison de faire ce qu'un certain « satyre » appelle « gueuler ».

Nous ne sommes pas au bain et la Direction n'a aucun droit de nous retenir une part de notre salaire quelle qu'elle soit pour quelques motifs que ce soit.

(Extrait de « V.O. » Fermeture Eclair n° 33.)

LIP

(Besançon)

HOMICIDES

VOLONTAIRES

A la mécanique, un jeune gars de 17 ans, travaillant sur une rectifieuse cylindrique, classée machine dangereuse (et interdite légalement aux mineurs) a été assez gravement blessé à la face par l'éclatement de la meule. Bien sûr, on a voulu lui faire signer un papier dégageant la responsabilité de la Direction. La protection de cette meule par un gros carter empêcherait l'usinage des pièces. Mais plutôt que de modifier la machine de telle sorte qu'elle puisse recevoir un système de sécurité efficace, ou alors d'acheter une machine la Direction préfère qu'un ouvrier coure le risque d'être mutilé.

Même chose aux presses : une machine dont le mécanisme de sécurité est défectueux et qui a déjà provoqué un accident, continue à fonctionner au su de tout le monde.

Une machine à dispositif de sécurité bien étudié ça coûte cher. Un gars invalide ça se remplace. Pour le patron, le matériel humain a moins de valeur que le matériel mécanique.

LE TONDEUR

... TONDU

A la cote de la Bourse (pleine) Lip serait au bord de la faillite. La Société périlte, pillée par ses ouvriers. Un d'entre eux s'est fait pincer, alors qu'il sortait subrepticement deux litres d'essence. A la porte, le manant !

Le plus voleur n'est pas celui qu'on pense. Il y a ceux qui volent à pleins camions. Et puis, il y a le grand voleur du capital qui vole la plus-value sur le travail des ouvriers, protégé par la toque du magistrat, la trique du gendarme et la bénédiction du curé. Mais le pauvre cul-terreux qui « récupère » un peu de ce que le patron vole aux ouvriers, celui-là est fouillé. Il faut bien que la morale soit sauve.

Extraits de V.O. Lip n° 59)

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

(Saint-Nazaire)

C'EST UN MINIMUM

Nous ne cessons de répéter, avec les travailleurs les plus conscients, c'est 100 francs qu'il nous faut pour aligner le pouvoir d'achat et comparer valablement nos salaires avec ceux de la Région parisienne.

« Le métallo nazairien » distribué massivement le 30 novembre, s'empare de ces idées clés pour solliciter les suffrages aux élections d'aujourd'hui, une méthode de détermination qui peut être concluante si la revendication devient mobilisatrice, chiffre le manque à gagner dont nous sommes frustrés à 84 francs 69, arrondis à 80, (déjà une concession). Il y a deux positions dans le moment — et en dehors des élections de délégués :

1. Se contenter de l'accord d'entreprise qui respecte strictement les directives du CNPF avec le cautionnement des organisations signataires.

2. Lancer l'idée d'une revendication substantielle et accessible, dans le souci de mobiliser une action qui tourne le dos au fractionnement de la lutte.

En 1955, l'action s'est avérée décisive à partir du moment où l'assemblée des représentants des travailleurs a stigmatisé l'insuffisance de la revendication syndicale. A cette époque, l'argumentation chiffrée confirmait le vol patronal (on dit aujourd'hui frustration à la place d'escroquerie) et la formulation des 30 % est partie de cet élément. Il a conduit aux 22 % (jusqu'à 42 francs de 1955) après bien des actions condamnables de tous ceux qui prônent la politique des accords-maison ou espèrent s'y rallier.

Il y a dans deux syndicats : la CGT et FO des militants qui se déclarent contre la manœuvre permanente du patron et pour la lutte effective. Contre l'accord d'entreprise Pinczon-Bacon et pour une convention collective qui entérine les 80, 84,69 ou 100 francs de l'heure.

Deux minutes de réflexion et le vote est acquis. La démocratie, dans ce cas, conduit nécessairement à marquer ses préférences, dans le sens de la défense des intérêts communs.

QUI PAIERA ?

La vase en provenance des fondations du tronçon central de l'ancien atelier des machines est évacuée de façon (on ne peut plus) anarchique. Nombre d'accidents, bénins ont déjà été remarqués par suite de la chaussée glissante ou encombrée. Il faudra peut-être quelque chose de plus grave (un mort sans doute) pour que des précautions soient ordonnées. (Extrait de V.O. Chantiers de l'Atlantique n° 64)

AIR FRANCE

(Orly-Nord)

LA PROCHAINE

DERNIERE

Certains d'entre-nous ont eu la désagréable surprise d'avoir à remplir une « fiche de renseignements militaires nécessaires à l'établissement de la demande de mise en affectation spéciale ». Voilà qui veut nous rappeler s'il en était besoin la précarité de notre condition. La société s'occupe beaucoup de nous en ce moment : des référendum à la chaîne, des élections de temps à autre pour nous persuader que nous gouvernons nous-mêmes par l'intermédiaire des députés que nous avons librement choisis, et puis après pour bien nous rappeler à l'ordre, la demande de mise en affectation spéciale. Aux armes citoyens ! et puis : aux armes citoyens ! Selon les besoins du moment nous nous trimbalons en cote bleue ou treillis kaki, un outil ou un fusil à la main.

Pour le servir ou le défendre le capital a besoin de nous. Mais nous, nous pouvons nous passer de lui, il suffit que nous le voulions.

(Extrait de V.O. Air-France n° 7).

THOMSON-HOUSTON

(Gennevilliers)

**POUR UNE LUTTE
VERITABLE**

Depuis bien longtemps, nous sommes habitués aux débrayages limités parce que ceux-ci seraient plus payants paraît-il. C'est encore de ceux-ci qu'il s'agit à G3, et même limités au niveau de l'atelier.

Ça gêne le patron, ça provoque la pagaille et ça ralentit la production. Soit ! Mais le but des travailleurs mécontents est-il seulement de gêner ou de ralentir la production (ce qui n'est même pas le cas d'ailleurs, puisqu'aucune action n'est réellement menée contre le travail du samedi) ?

Leur but est d'obtenir satisfaction sur leurs revendications. Et pour cela il n'y a pas de petites combines possibles. On ne peut que mettre la Direction devant l'alternative : ou vous acceptez nos revendications, ou nous ne ferons pas votre production.

Mais si nous avertissons à l'avance la Direction que nous ne sommes pas décidés à aller bien loin, puisque nous organisons des grèves tournantes plus « faciles » que les autres, il n'y a aucune raison qu'elle nous craigne et qu'elle accepte de nous donner plus que nous ne nous sentons capables de lui faire perdre en cas de refus.

**VIVE
LES QUARANTES
HEURES !**

Nous avons été informés qu'il était question soit de diminuer le temps de travail, soit de réduire les effectifs. Mais que voyons-nous actuellement à Gennevilliers ? Le travail du samedi et les heures supplémentaires sont encore fréquents. Le contrôle technique travaille même en équipe en partie de nuit (puisque cela va de 6 h. à 22 h.) pour livrer un matériel « urgent ».

Bravo camarades ! C'est votre licenciement et le nôtre que vous préparez ainsi pour demain.

Car ce qui est important pour nous, ce ne sont pas les commandes urgentes du patron. Nous savons trop bien que lorsque les capitalistes ont fait produire aux ouvriers plus de richesses qu'ils ne peuvent en vendre, ils n'hésitent pas à mettre les travailleurs au chômage. Finies les commandes urgentes et les heures supplémentaires à ce moment-là, c'est l'heure de la carte de chômeur et de la soupe populaire.

Ce qui est urgent pour nous, c'est que nous soyons suffisamment conscients pour ne pas nous laisser devancer. A nous de prendre l'initiative pour imposer une réduction importante du temps de travail sans perte de salaire. Cela implique en premier lieu le refus des heures supplémentaires.

(Extraits de V.O. Thomson n° 105)

CSF

(Malakoff)

LE DROIT DE PENSER

« Surpris » par un chef d'équipe en « flagrant délit » un délégué CGT à Malakoff a eu une journée de mise à pied pour avoir fait circuler une pétition dans l'atelier. Celle-ci a remonté la hiérarchie jusqu'à la Direction du personnel.

Cela a paru suffisant à la Direction pour lui faire perdre une journée de salaire et lui donner une sanction.

Car, pour elle, le seul droit des travailleurs c'est de travailler. Il fut bien un temps où le simple fait d'être syndiqué était suffisant pour être licencié.

La Direction se retranche derrière son règlement. Nous n'en avons que faire. Nous estimons que chaque ouvrier a le droit, quelles que soient ses opinions, d'essayer de les faire partager par ses compagnons de travail, de faire de la propagande pour elles, et pas seulement d'écouter les discours de De Gaulle et de ses ministres à la radio et à la télévision.

Nous n'aurions pas dû accepter une pareille sanction et si un pareil fait se reproduit soyons

prêts à l'empêcher. Nous devons faire respecter notre droit de penser.

(Extrait de V.O. C.S.F. Malakoff, n° 29).

CSF

(Issy-les-Moulineaux)

**COMMENT EST GEREE
LA CANTINE ?**

La cantine est augmentée de 0,30 NF depuis lundi. Si l'on tait le compte, 2,00 NF ce n'est pas cher. Qui peut se vanter, à moins de manger des pommes de terre à l'eau et des œufs à la coque, au prix où sont les denrées alimentaires de préparer un repas à ce prix.

Mais il est une question qui se pose, c'est celle de la gestion. La quote part patronale, qui n'a pas été augmentée depuis longtemps, sert nous dit-on à payer les frais généraux. Le comité a demandé qu'elle soit relevée. Mais on ne nous dit pas quelle a été la réponse de la Direction ; le silence est parfois éloquent. Cependant, depuis que le patron paie 1,00 NF par repas servi, les frais généraux ont dû augmenter. Même si le nombre des serveuses est resté le même, même si la Direction ne fait plus payer le loyer des locaux, ce qui n'est pas le cas, la consommation d'eau, de gaz, de produits d'entretien, le renouvellement du matériel, sont supérieurs à ce qu'ils ont été.

Le comité continuera-t-il à gérer la cantine dans des conditions défavorables ? De quelle façon s'y prendra-t-il ? Comment fera-t-il pour boucler le budget ?

Les bourgeois qui s'y connaissent en affaires ne placent leur argent que dans des entreprises bénéficiaires. Pourquoi faut-il, lorsqu'elles ne le sont pas, qu'ils trouvent des militants syndicalistes pour s'en occuper ?

**LES VRAIS
RESPONSABLES**

Vendredi 23 le Conseil d'Administration s'est réuni au centre Guynemer.

Pour l'occasion, des cahiers de revendications ont circulé un peu partout dans l'usine et ont été portés ensuite aux chefs de service. L'efficacité de ce genre de délégations peut toujours être contestée. Mais il aurait été, sinon plus efficace, du moins plus spectaculaire de les porter directement au Grand Sachem de toutes les C.S.F. et à la bande de suceurs de profits du Grand Conseil.

(Extrait de V.O. C.S.F. Issy-les-Moulineaux, n° 28.)

A.O.I.P.

(Paris-XIII^e)

TRAVAIL AU TEMPS

Personne n'est épargné à notre époque, pas plus les bureaux que les chaînes de montage ou de câblage, nous travaillons tous au temps.

Les cadences sont effrayantes, il faut produire, produire, toujours produire. Que l'ouvrier soit surmené, que sa fatigue nerveuse augmente, qu'il soit au bord de la dépression nerveuse, tout cela importe peu : il doit produire. Il ne s'appartient plus, il n'est qu'un rouage de l'immense chaîne de production ; il est, par le travail au temps, relégué au simple rang de machine. S'il a des soucis d'ordre privé, il doit les oublier, s'il ne les oublie pas l'accident est vite là. Il ne pense plus à sa sécurité mais au temps. Comme ils sont très courts, il se coule, d'où diminution du boni, d'où engueulade des chefs. Le travail au temps est aussi un bon alibi pour le patron, il lui permet d'escamoter la question salaire en persuadant l'ouvrier que s'il travaille plus vite, il sera mieux payé. Tout ceci n'est qu'un leurre.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un salaire décent, et ceci quelle que soit la production que nous faisons. C'est notre droit à la vie.

LES COUPS EN VACHE

Un certain chef est un champion des coups en vache. Voici une petite histoire qui illustre assez bien le bonhomme. Il donne un travail à un testeur

qu'il ne peut pas encadrer. Il ne dit rien au testeur, c'est-à-dire qu'il ne lui donne aucun temps : déduction logique le testeur n'est pas au temps. Jusqu'ici tout va bien mais où cela se gâte c'est lorsque le travail est terminé. Le testeur apprend alors qu'il est coulé d'un nombre assez important d'heures. Jugez de sa surprise : il n'est pas au temps et il est coulé « Le chefaillon lui soutien mordicus qu'il était au temps. Le supérieur de cet individu donne bien entendu raison à son subordonné.

Il faut avouer que ce procédé est vraiment élégant. Mais que ce chefaillon se méfie, ses vacheries coutumières pourraient se retourner contre lui. Qu'il prenne garde que dans nos moments de colère nous ne le confondions avec nos exploiters.

(Extrait de V.O. A.O.I.P., n° 1.)

**RETOURNONS
AUX SOURCES**

Le 13 décembre, nous allons être appelés à voter pour élire nos représentants à la Sécurité Sociale. Beaucoup d'ouvriers ignorent le fonctionnement et la gestion de la Sécurité Sociale. Là, comme ailleurs, nos représentants n'ont pas grand pouvoir pour modifier radicalement le fonctionnement de cette institution.

Nous savons que la cotisation que nous payons chaque mois est forte. Beaucoup de patrons se dérobent et ne payent pas une cotisation qu'ils comptent dans leurs charges sociales et par conséquent dans nos salaires. Nous subissons de multiples tracasseries bureaucratiques pour les remboursements.

La Sécurité Sociale doit se substituer au Gouvernement pour la construction de centres hospitaliers, sanas, etc.

Nous voterons le 13 décembre pour élire nos représentants, mais ce n'est pas suffisant. Dans la « Vie Ouvrière » N° 951, Benoît Frachon rappelait « qu'en 1910, on descendait dans la rue pour protester et exiger quelque chose de plus concret ».

Pour modifier et améliorer la Sécurité Sociale, ce sont encore les vieilles méthodes de 1910 qui seront supérieures aux bulletins de vote de 1962.

ASSISTANCE PUBLIQUE

DU BALAI

Il faut que les services soient propres, bien rangés, qu'il y ait le plus de fleurs possible, que nos malades aient des lits bien propres avec des draps et des chemises nets pour la visite des inspecteurs.

Bien sûr il ne faut surtout pas que ces inspecteurs voient le pauvre matériel dont nous disposons, aussi met-on en évidence ce qu'il y a de plus neuf, il ne faut pas qu'ils voient la saleté des grandes salles, aussi, nettoyage à fond.

Pour une fois la lingerie centrale a fait un effort, elle nous a fourni du linge ! Que nos malades en temps normal soient dans des draps plus ou moins propres, avec des chemises sans boutons, cela n'a guère d'importance.

Il faut que les représentants de notre administration aient un bon aperçu des services, les notes de nos surveillantes dépendant de l'impression fournie.

Et pourquoi fait-on tant de manières pour accueillir ces inspecteurs ?

Pourquoi ne pas faire notre travail comme à l'habitude ; si la direction veut à tout prix, ou plutôt sans y mettre le prix, que nos services soient plus propres il n'y a qu'à faire venir les inspecteurs tous les jours... Pour les briquer eux-mêmes.

AU VIOL

Au mois d'octobre nos camarades du personnel ouvrier ont fait deux heures de grève pour appuyer leur cahier de revendications. Sur la paye de novembre ces deux heures leur ont été retenues. Il y a là de quoi s'étonner puisque l'AP nous paye toujours nos heures de grèves.

Nous avons déjà perdu l'avantage de la semaine de 40 heures obtenu par les luttes de nos camarades de 1936, nous devons nous opposer absolument à cette violation supplémentaire.

Le moyen le plus sûr est de noter en premier dans nos revendications le respect de cet accord à l'AP.

**LE PAIEMENT DES HEURES
DE GREVES.**

(Extrait de V.O. Assistance Publique, n° 10.)

UCLAF

(Romainville)

**CHIMISTE PEUT-ETRE,
MAIS A QUEL PRIX ?**

Peut-être avez-vous été des six élus ? En effet, à UCLAF six techniciens seulement ont été jugés capables de se présenter au concours donnant accès aux cours du soir de technicien-chimiste ; ou bien ce sont les « six avertis » qui ont forcé le patron à les y présenter car la publicité à UCLAF n'est pas prévue pour ce genre de chose.

Concours difficile d'ailleurs, puisqu'un seul des « six » a été admis à UCLAF et environ 25 dans la Seine. Les conditions doivent être alors particulièrement intéressantes ? Il n'en est rien ; les cours ont lieu le soir, après huit heures de travail et parfois le samedi après toute une semaine de travail. Résultat : la fatigue vous empêche de suivre les cours à fond ce qui réduit les chances de réussite, et tous les instants étant occupés, vous n'avez plus le loisir de penser à votre situation précaire.

Ces heures de cours seraient-elles alors payées en heures supplémentaires comme elles le sont dans certaines entreprises ? Même pas.

Et cependant c'est bien le patron qui va retirer les plus gros profits de ce travail grâce à votre qualification professionnelle supérieure.

Votre salaire augmentera à la fin de l'année ? Ce n'est même pas sûr car si vous n'obtenez pas le diplôme personne ne voudra se souvenir que vous avez sacrifié pendant un an tous vos loisirs.

Mais peut-être n'a-t-on jamais proposé au patron que ces cours se passent pendant les heures de travail, ce qui permettrait de les suivre avec plus de chances et moins de fatigue ?

VINGT ANS APRES

Certains d'entre nous qui travaillent depuis de longues années pour UCLAF sont entrés dans la maison tout au bas de l'échelle et ont maintenant une bien meilleure place.

On peut se demander pourquoi il a fallu 20 ans pour découvrir qu'une conditionneuse, par exemple, est capable de faire une aide de labo, elle l'était même probablement plus à 25 ans après quelques mois d'apprentissage qu'à 45 ans.

Seulement le patron a ainsi gagné 20 ans de tranquillité car il faut être docile et ponctuel et tout pour décrocher la promotion.

Alors voilà, si nous sommes sages, en 20 ans nous avons une petite chance d'obtenir une place correspondante à notre capacité : ça prouve vraiment que la sagesse ne paie pas !

(Extrait de V.O. UCLAF, n° 8.)

S.N.C.F.

(Région Parisienne)

CHANTAGE

Un bon nombre de cheminots, comme nous l'avions laissé entendre, sont priés par la S.N.C.F. de quitter « les wagons aménagés » du boulevard Ney, « les logements célibataires » de la rue d'Aubervilliers et de la Chapelle-Inter.

La S.N.C.F., pour faciliter l'embauche de personnel met à la disposition de ses agents des wagons, des chambres communes, et

fait en termes techniques exacts des écuries qu'elle appelle « logements célibataires ».

Or, ces logements n'étant pas conformes aux dispositions sanitaires prévues pour porter une telle dénomination, la Direction fait signer aux nouveaux embauchés un contrat de deux ans sur lequel il est mentionné que ces logements sont une mesure de dépannage, ce qui lui permet de se préserver de toute poursuite et de pouvoir dire aujourd'hui aux agents : « nous avons été gentils avec vous, nous vous avons logés pendant deux ans et plus, maintenant débrouillez-vous, nous vous avons donné le temps de trouver un logement ».

Conclusion : les cheminots se croient logés et ils ne le sont pas. Il nous faut des logements, des vrais et la disparition de telles cabanes.

PAS DE RECUPERATION

A partir du 1er janvier, les services administratifs de Paris doivent récupérer de 8 à 10 minutes par jour, suivant les régions, pour compenser la perte de temps subie par l'obtention, pour les quatre mois d'été prochain, de tous les samedis matins.

Au moment où l'ensemble des cheminots vient d'obtenir une réduction d'horaire de 2 heures par semaine, il est mesquin, de la part de la S.N.C.F. de vouloir imposer à ses administratifs une récupération de quelques minutes par jour, pour 9 à 10 samedis matins qu'elle donnera cet été.

Si la suppression de cette récupération correspondait, étalée dans l'année, à un horaire moyen de 44 h. par semaine, les administratifs auraient ainsi également fait un pas vers les 40 heures.

A la prochaine étape, lorsque les actifs passeront de 46 à 44 h., les administratifs pourront faire un nouveau pas en avant (moyenne 43 heures) en allongeant la période de tous les samedis chômés.

Mais pour cela, il faut commencer à s'opposer à la récupération prévue à partir de janvier.

Des idées diverses ont été avancées.

L'une d'elles semble recueillir une majorité d'approbation. Grève d'une heure tous les samedis matins non chômés à partir du 1er janvier, avec prise de service à 9 heures au lieu de 8 heures. Cela représente deux heures par mois à peine ! C'est un mouvement qui ne coûterait pas cher à notre bourse et qui, s'il est suivi cité c'est certain, car il marquera assez largement aura son efficacité notre volonté d'aboutir.

Il est exactement à la mesure de ce que nous voulons obtenir, ni insignifiant, ni trop vaste pour une revendication, somme toute, secondaire.

Il est aussi à la mesure de nos bureaux.

C'est un mouvement qui doit posséder des possibilités actuelles sur le plan réusir.

(Extrait de V.O. Cheminots, n° 71.)

DESFOSSÉS

(Issy-les-Moulineaux)

**SOLIDARITE
OU ES-TU ?**

Aux machines à feuilles hélio où plusieurs camarades ont été déplacés également et déclassés, la Direction a eu l'impudence de demander à ceux qui restaient de venir travailler le samedi en heures supplémentaires. Mais après tout, cela c'est son rôle. Ce qui est impensable, c'est que la majorité de ces camarades soient effectivement venus, alors qu'une décision commune avait été prise auparavant contre les heures supplémentaires tant que les déplacements seraient maintenus. Cela, ce n'est pas « faire de la politique ». C'est seulement une question de solidarité ou plus simplement de dignité. Il faut reconnaître qu'à cette occasion, ces camarades l'ont oublié.

(Extrait de V.O. Desfossés, n° 51.)

Directeur-Gérant : M. SCHROEDT
LA PLAINE-SAINT-DENIS (Seine)
S.O.P.I.L., 86, av. du Pt-Wilson
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués